

CCTP - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Centre Hospitalier de Joigny

Site de Gériatrie

Extension et restructuration du secteur

EHPAD / logistique

Groupe Hospitalier du Territoire Nord Yonne

Centre Hospitalier de Sens

1, Avenue Pierre De Coubertin

BP 108

89 108 SENS Cedex

SOCOFIT S.A.S.

Assistant Maîtrise d'Ouvrage

Parc Saint Christophe

10, avenue de l'entreprise

95863 CERT PONTOISE Cedex

Tél : 05 56 13 29 89



SOMMAIRE

1	PRÉAMBULE.....	3
1.1	Objet du marché.....	3
1.2	Titulaire du marché.....	3
1.3	Composition de la mission.....	3
1.4	Caractère acquis du niveau de qualité proposé.....	4
1.5	Non exhaustivité du descriptif des missions.....	4
2	Missions de base	5
2.1	Finalisation de l’Esquisse	5
2.2	Diagnostic	5
2.3	Études d’Avant-Projet.....	6
2.4	Études de projet	9
2.5	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT).....	10
2.6	Visa des études d’exécution	11
2.7	Direction de l’Exécution des contrats de Travaux (DET).....	12
2.8	Assistance aux opérations de réception (AOR) et de suivi de l’année de parfait achèvement (GPA)	14
3	Missions complémentaires.....	15
3.1	Étude de diagnostic (DIA)	15
3.2	Études d'approvisionnement énergétique (EAE).....	15
4	Prestations Supplémentaires Eventuelles	16
4.1	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI).....	16
4.2	Synthèse (SYN).....	16
4.3	EXE Partielle (Mission exécution).....	17
4.4	Ordonnancement Pilotage et Coordination « phase étude », « phase travaux ».....	19
4.5	Études environnementales – ENV.	23

1 PRÉAMBULE

1.1 Objet du marché

Le présent C.C.T.P. concerne le **marché de Maîtrise d’œuvre relatif au projet d’extension et de restructuration de l’hôpital de Joigny, site de gériatrie et de logistique à JOIGNY (89)** L’opération immobilière est décrite dans l’annexe au règlement de consultation : note descriptive du projet.

1.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.T.P. sous le nom « le Maître d’œuvre » sont précisées dans l’acte d’engagement.

1.3 Composition de la mission

La mission de Maîtrise d’œuvre est établie conformément :

- aux articles L2124-3 et R2124-3 à R2124-4 du code de la commande publique.
- aux articles L2432-1 à L2432-2 et des articles R2432-1, R2432-2 à R2432-5, R2432-6 à R2432-7 du code de la commande publique
- aux articles L2431-1 à L2431-3 et des articles R2431-1 à R2431-3, R2431-4 à R2431-7, R2431-8 à R2431-18, R2431-19 à R2431-23, R2431-24 à R2431-31, R2431-32 à R2431-35, R2431-36, R2431-37 du code de la commande publique
- à l’arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d’exécution des éléments de mission de maîtrise d’œuvre confiés par des maîtres d’ouvrage publics à des prestataires de droit privé (mission « MOP » des MOE).

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

▪ **Mission de base :**

Code	Libellé
ESQ (finalisation)	Esquisse
APS	Avant-projet sommaire
APD / PC	Avant-projet définitif, Permis de construire
PRO /DCE	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d’exécution au projet
DET	Direction de l’exécution des travaux
AOR / GPA	Assistance aux opérations de réception (AOR) et de garantie de parfait achèvement (GPA)

▪ **Mission complémentaire :**

Code	Libellé
DIA	Étude de diagnostic
EAE	Étude des approvisionnements en énergie selon décret 2007.363

▪ Prestations Supplémentaires Eventuelles

Code	Libellé
EXE 1	Établissement des quantitatifs de l’ensemble des lots
EXE 2	Étude « partielle » d’exécution
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination
CSSI	Coordination Sécurité Incendie
SYN	Synthèse
ENV.	Démarche environnementale, Dossier loi sur l’eau, Examen au cas par cas, Études d’impact, Diagnostic PEMD, ICPE

1.4 Caractère acquis du niveau de qualité proposé

Toutes les prestations du candidat jugées d’un niveau supérieur à celles du programme sont réputées acquises au Maître d’ouvrage. Toute remise en question de ces modifications nécessite l’aval de ce dernier, après avoir été dûment informé par le Titulaire des conséquences des modifications apportées.

1.5 Non exhaustivité du descriptif des missions

La présente annexe ne constitue qu’un minimum de prestations à réaliser. Les missions qui y sont recensées doivent effectivement être réalisées par le maître d’oeuvre, qui ne doit pas s’y limiter.

De façon générale, le maître d’oeuvre est responsable de l’intégralité de la conception et de la réalisation des ouvrages, à l’exception des missions suivantes :

- Contrôle technique,
- C.S.P.S.

Aussi, le maître d’oeuvre étant constitué de professionnels avertis, toute tâche qui apparaîtrait nécessaire à la bonne réalisation du projet, conformément au programme de l’opération, mais non prévu par le présent CCTP, est réputée comprise dans l’offre de la maîtrise d’oeuvre.

2 Missions de base

2.1 Finalisation de l’Esquisse

Le responsable de la conception réalise une révision de l'Esquisse en actualisant les éléments visuels conformément aux commentaires émis par la commission technique lors de la phase de concours et lors des négociations contractuelles. Cette mise à jour se concentre principalement sur les ajustements requis pour améliorer la fonctionnalité.

La phase de finalisation de l’Esquisse a pour objet :

- Prise en compte des observations de la commission technique (phase concours) sur les volets fonctionnel, architectural, technique, réglementaire, financier et calendaire ;
- Analyse des observations de la commission technique ;
- Vérification de l’adéquation des observations avec le projet du maître d’œuvre ;
- Intégration et modifications des documents Esquisse ;
- Intégration des contraintes relevées en phase Diagnostic ;
- Constitution d’un dossier Esquisse définitif.

Liste des documents à remettre à minima au Maître d’ouvrage :

- Liste des documents identique à la phase concours d’architecture sur Esquisse. Cette liste est précisée dans le règlement de consultation (RC).

2.2 Diagnostic

Les missions du maître d'œuvre pour réaliser le diagnostic des bâtiments existants comprennent les éléments suivants :

- Étude des plans et des documents existants : Le maître d'œuvre examine les plans, les dessins et les documents liés aux bâtiments existants pour comprendre leur configuration, leur agencement et leurs spécificités ;
- Visite des installations : Une inspection détaillée des installations sera effectuée pour évaluer l'état physique, la qualité de la construction, les éléments concernés, les systèmes mécaniques (chauffage, ventilation, climatisation), les systèmes électriques, les revêtements, etc ;
- Relevé de l'état actuel : Le maître d'œuvre effectuera des relevés précis de l'état actuel des bâtiments, en prenant des mesures et en documentant les conditions existantes ;
- Identification des problèmes et des besoins : En se basant sur les observations et les relevés, le maître d'œuvre identifie les problèmes potentiels, les défauts de construction, les usures et les besoins en rénovation ou en réparation ;
- Évaluation de la conformité aux normes : Le maître d'œuvre vérifie si les bâtiments existants sont conformes aux normes et réglementations en vigueur dans le domaine médico-social, notamment en ce qui concerne l'accessibilité, la sécurité incendie, l'hygiène, etc. ;

- Analyse des équipements spécifiques : Dans le contexte des EHPAD, le maître d'œuvre examine également les équipements spécifiques liés aux soins, à la sécurité des résidents et au confort, tels que les salles de soins, les chambres, les espaces communs, etc ;
- **Liste des documents à remettre à minima au Maître d’ouvrage :**
- Élaboration d'un rapport de diagnostic : Le maître d'œuvre synthétisera toutes les informations recueillies dans un rapport de diagnostic détaillé, qui présentera les conclusions sur l'état actuel des bâtiments, les problèmes identifiés, les recommandations pour les améliorations nécessaires et les priorités d'intervention ;
- Proposition de solutions : En fonction des problèmes et des besoins relevés, le maître d'œuvre peut également proposer des solutions de rénovation, de réparation ou d'amélioration, en tenant compte des contraintes et des exigences spécifiques du secteur médico-social ;

2.3 Études d’Avant-Projet

Description non exhaustive

Les études d’avant-projet, fondées sur le programme approuvé par le Maître de l’ouvrage et l’esquisse remise lors du concours d’architecture, comprennent les études d’Avant-Projet Sommaire et les études d’Avant-Projet Détaillé.

A - Études d’Avant-Projet Sommaire (APS)

Les études d’avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d’ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et d’en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu’éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- à l’initiative de la Maîtrise d’œuvre, et après accord du Maître d’ouvrage, réaliser l’ensemble des démarches de présentations préalables du projet auprès de services devant se prononcer et donner leur accord (tutelles, ABF, pompiers, service de la recherche de l’archéologie, services instructeurs, direction générale de l’aviation civile, concessionnaires des réseaux publics, services municipaux, communauté de communes, ...).
- Précise la prise en compte des attendus spécifiques en matière de démarche environnementale (HQE), applique les recommandations du dossier loi sur l’eau, applique les recommandations du dossier ICPE, précise les dispositions nécessaires pour intégrer l’accompagnement de méthode pour le suivi d’exploitation et de maintenance.
- Indiquer les durées prévisionnelles de réalisation ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Dans le cadre de ces études d’APS, des réunions de concertation sont organisées avec le Maître d’ouvrage au cours desquelles sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste des documents à remettre à minima au Maître d’ouvrage

- Note de présentation de l’avant-projet justifiant le parti retenu ;
 - Note synthétisant les écarts avec le programme, le tableau des surfaces mis à jour ;
 - Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations à l’échelle de 1/200^{ème} avec certains détails significatifs au 1/100^{ème}. Représentation des mobiliers prévus dans les locaux ;
 - Tableau des surfaces par ensemble fonctionnel ;
- Notice descriptive sommaire (volumes intérieurs, aspects extérieurs, traitement des abords) ;
- Le niveau de performances énergétiques de l’ouvrage ;

- Cahier des charges pour le lancement d’une consultation d’une étude géotechnique G2 APD/AVP/PRO ;
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées ;
- Indication d’un délai global de réalisation de l’opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux ; cette estimation retracera les différentes sources d’évolutions depuis la phase esquisse, ainsi que leur origine (Maîtrise d’ouvrage, réglementation, Contrôleur technique, Maîtrise d’œuvre, CSPS...) ;
- Le cas échéant, demande complémentaire de reconnaissance des sols.

Les études d’APS sont présentées au Maître d’ouvrage pour approbation.

B - Études d’Avant-Projet Détaillé (APD)

Les études d’avant-projet détaillé, fondées sur la solution d’ensemble retenue à l’issue des études d’avant-projet sommaire approuvées par le Maître de l’ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l’hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l’ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Définir les matériaux ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- Confirmer ou améliorer le niveau de performance énergétique des ouvrages ;
- Permettre au Maître de l’ouvrage d’arrêter définitivement le programme et certains choix d’équipements en fonction des coûts d’investissement, d’exploitation et de maintenance ;
- Préciser la prise en compte des attendus spécifiques en matière de démarche environnementale (HQE), appliquer les recommandations du dossier loi sur l’eau, appliquer les recommandations du dossier ICPE, préciser les dispositions nécessaires pour intégrer l’accompagnement de méthode pour le suivi d’exploitation et de maintenance.
- Établir l’estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposée en lots séparés ;
- Permettre l’établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de Maîtrise d’œuvre.

Dans le cadre de ces études d’APD, des réunions de concertation sont organisées avec le Maître d’ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste des documents à remettre à minima au Maître d’ouvrage

- Note de présentation de l’avant-projet justifiant le parti retenu ;
- Note synthétisant les écarts avec le programme et l’APS, le tableau des surfaces mis à jour ;
- Formalisation graphique de l’APD proposée sous forme de plans, coupes, élévations, des ouvrages et de leurs abords extérieurs à l’échelle de 1/100^{ème} avec certains détails au 1/50^{ème}. Représentation des mobiliers prévus dans les locaux.
- Plans de principe de structure et leur prédimensionnement ; tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l’échelle de 1/100^{ème} (chauffage, ventilation, climatisation, plomberie, électricité, etc.) ;
- Tracés de principe des réseaux extérieurs au 1/100^{ème} ;
- Tableau des surfaces détaillées ;
- Descriptif détaillé des principes constructifs des fondations et des structures ;
- Notice descriptive précisant les matériaux ;
- Cahier des charges pour le lancement d’une consultation d’une étude géotechnique ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques ;
- Note de sécurité et plans de compartimentage, issues de secours, etc. ;
- Élaboration du dossier de déclaration ou de demande d’autorisation au titre de la loi sur l’eau, le cas échéant ;
- Élaboration du dossier de déclaration ou de demande d’autorisation au titre des ICPE, le cas échéant ;
- Étude de faisabilité des approvisionnements en énergie (décret n° 2007-363 du 19/03/2007) ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposée en lots séparés ; cette estimation retracera les différentes sources d’évolutions depuis la phase esquisse, ainsi que leur origine (Maîtrise d’ouvrage, réglementation, Contrôleur technique, Maîtrise d’œuvre, CSPS ...) ;
- Planning de réalisation recalé
- Tableau des prestations pièce par pièce : Électrique, CVC, Sols, Murs, plafonds, portes

Les études d’APD sont présentées au Maître d’ouvrage pour approbation.

C - Dossier de demande de PC et autres autorisations administratives

Le Maître d’œuvre effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l’obtention du permis de construire, constitue le dossier et assiste le Maître d’ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l’instruction.

Le Maître d’ouvrage s’engage à communiquer au Maître d’œuvre toute correspondance avec l’Administration. Dès réception du permis de construire, il lui en transmet copie et procède à l’affichage réglementaire sur le terrain ; il veille à son affichage en mairie.

A ce stade, le Maître d’œuvre fournira au Maître d’ouvrage une attestation de prise en compte de la RT 2012 et/ou de l’éventuelle RE 2020.

Lorsque l’opération nécessite l’obtention d’autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le Maître d’œuvre procédera aux démarches nécessaires visant à constituer les dossiers correspondants.

Le dossier PC complet doit être mis à la disposition du Maître d’ouvrage au plus tard à la validation de l’APD.

2.4 Études de projet

Description non exhaustive

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d’avant-projet approuvées par le Maître d’ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l’ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l’implantation et l’encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l’organisation spatiale des ouvrages ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Préciser la prise en compte des attendus spécifiques en matière de démarche environnementale (HQE), appliquer les recommandations du dossier loi sur l’eau, appliquer les recommandations du dossier ICPE, préciser les dispositions nécessaires pour intégrer l’accompagnement de méthode pour le suivi d’exploitation et de maintenance.
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d’état sur la base d’un avant métré ;
- Permettre au Maître d’ouvrage, au regard de cette évaluation, d’arrêter le coût prévisionnel de l’ouvrage et, par ailleurs, d’estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l’ouvrage.

2.4.1 Liste des documents à remettre à minima au Maître d’ouvrage

Documents graphiques

- Note synthétisant les écarts avec le programme et les études d’APD ;
- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations des ouvrages et de leurs abords extérieurs à l’échelle de 1/50^{ème}, incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20^{ème} à 1/50^{ème}. Représentation des mobiliers prévus dans les locaux.
- Plans de fondations et ouvrages d’infrastructure, incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux au 1/50^{ème} des fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux) ;
- Plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux au 1/50^{ème} avec positionnement, dimensionnements principaux ;
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure ; surcharges d’exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides ;
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse ;
- Plans de chauffage, ventilation, climatisation, plomberie, fluides médicaux, intégrant schémas généraux, bilans de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/50^{ème} ;
- Plans d’électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilans de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/50^{ème} ;
- En tant que de besoin, coupes de coordination spatiale pour l’implantation des réseaux de fluides ;
- Plans généraux des VRD avec tracé sur plan de masse des principaux réseaux avec diamètres et niveaux principaux ;

- Positionnement, dimensionnement, ventilation et équipements principaux des locaux techniques ;
- Plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.) ;
- Dossier graphique liée à la mission de micro-implantation.
- Plan de principe d’installation et d’accès de chantier.

Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, le niveau de performance énergétique, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d’essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposée par lots séparés et de l’avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- **Fourniture du quantitatif détaillé par corps d’état avant la consultation des entreprises**
- Calendrier prévisionnel d’exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d’état, qui sera joint au DCE.

Les études de projet sont présentées au Maître d’ouvrage pour approbation.

2.5 Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT)

Description non exhaustive

L’assistance apportée au Maître d’ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu’il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d’un dossier constitué des pièces administratives.
- Organiser et piloter les éventuelles visites du site par les candidats ;
- Répondre, le cas échéant, dans les délais fixés par le règlement de consultation aux demandes d’informations des entreprises pendant la phase de consultation ;
- Analyser les offres des entreprises, s’il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s’assurant qu’elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu’elles ne comportent pas d’omissions, d’erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l’art et établir un rapport d’analyse comparative proposant les offres susceptibles d’être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l’analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- En cas de proposition de variante, le Maître d’œuvre demandera tous les documents nécessaires à la vérification de la faisabilité de la proposition alternative, et validera les solutions techniques proposées ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le Maître d’ouvrage ;
- Assister le Maître d’ouvrage pour tous les courriers de clôture de la procédure (réponses à des demandes de renseignements, de documents, ...).

2.5.1 Liste des prestations confiées et des documents à remettre à minima au Maître d’ouvrage

Élaboration du DCE - Dossier de Consultation des Entreprises

Le DCE tient compte du niveau de conception choisi par le Maître d’ouvrage pour lancer la consultation (APD, PRO ou EXE).

Le Maître d’œuvre propose au Maître d’ouvrage des adaptations du C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières), de l’acte d’engagement et du règlement de la consultation, fournis par le Maître d’ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l’opération.

Le Maître d’œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu’il a élaborées ou qui ont été fournies par le Maître d’ouvrage, les collecte et les regroupe dans les C.C.T.P. (Cahiers des Clauses Techniques Particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le Maître d’œuvre ;
- Les éventuels autres documents produits soit par le Maître d’ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du Contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.).

Consultation des entreprises

- Proposition au Maître d’ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l’avis de publicité ;
- Participation active et avec réactivités aux réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le Maître d’ouvrage ;
- Établissement d’un rapport comparatif d’analyse technique et financière des offres et, s’il y a lieu, de leurs variantes ou PSE (prestations supplémentaires éventuelles) ;
- Proposition d’une liste d’entreprises susceptibles d’être retenues (mieux disante) ;

Mise au point des marchés de travaux

Le Maître d’œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le Maître d’ouvrage et l’entrepreneur.

2.6 Visa des études d’exécution

Description non exhaustive

Le Maître d’œuvre s’assure que les documents que les entreprises ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa. Cet examen de conformité au projet comporte la détection des anomalies, normalement décelables par un homme de l’art.

Par le visa, il s’agit de vérifier :

- La conformité aux hypothèses du marché de travaux :
 - Charges ;
 - Performances et descriptions fonctionnelles des ouvrages ;
 - Méthodes de calcul ;
- Le respect des règles de l’art (Règlements, normes et DTU) ;
- La conformité aux enveloppes (et/ou volumes utiles) définies par le marché de travaux ;
- La conformité aux caractéristiques et spécifications des matériaux, matériels et système du marché de travaux ;
- La conformité des modes de fonctionnement des équipements techniques ;
- Que l’entreprise ait bien effectué les calculs nécessaires au dimensionnement et qu’elle en a tenu compte dans l’établissement de ses plans ;

- Que ces calculs ont été effectués selon un processus correct et agréé et que les ordres de grandeur des résultats ne sont pas erronés ;
- La conformité à toutes autres prescriptions et spécifications du marché de travaux, par exemple en matière de phasage de travaux, de maintien en fonctionnement des existants, etc.

2.6.1 Prestations incluses

- Examen de la conformité des plans et documents d’exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la Maîtrise d’œuvre ;
- Établissement d’un état récapitulatif d’approbation ou d’observations de tous les documents d’exécution ;
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans les C.C.T.P. des marchés de travaux ;
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des documents d’exécution à établir avec l’OPC travaux et les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir avec l’OPC travaux et les entrepreneurs ;
- Contrôle de cohérence inter-Maîtrise d’œuvre.

2.7 Direction de l’Exécution des contrats de Travaux (DET)

Description non exhaustive

La direction de l’exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S’assurer que les documents d’exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S’assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes auxdits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l’art ;
- S’assurer de la validation préalable de la Maîtrise d’ouvrage sur toute question nécessitant une décision engageante pour le Maître d’ouvrage (travaux modificatifs, sélection des échantillons, ...) ;
- S’assurer que l’exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l’application effective d’une méthodologie d’exécution spécifique ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l’exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions hebdomadaires de chantier ;
- Réaliser l’ensemble des missions décrites au C.C.A.G. ;
- Organiser, animer et tracer les réunions de suivi de chantier, a minima hebdomadaire. A cet effet, le Maître d’ouvrage est libre de convoquer tout membre de l’équipe de Maîtrise d’œuvre ;
- Informer systématiquement le Maître d’ouvrage sur l’état d’avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d’avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d’acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l’entrepreneur et établir le décompte général ;
- Donner un avis au Maître d’ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l’entrepreneur en cours d’exécution des travaux et sur le décompte général, assister le Maître d’ouvrage en cas de litige sur l’exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu’instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

2.7.1 Tâches à effectuer

- **Direction des travaux**

- Organisation et direction des réunions de chantier hebdomadaire, établissement et diffusion des comptes rendus, **présence obligatoire de l’architecte et du BET à chaque réunion hebdomadaire** ;
- Suivi des travaux et formalisation de tous les documents nécessaires au suivi (OS, avenants,) ;
- Rédaction des constats contradictoires de résiliation de contrat ;
- Établissement des ordres de service ;
- État d’avancement général des travaux à partir du planning général ;
- Information du Maître d’ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.

- **Contrôle de la conformité de la réalisation et de la qualité des finitions des ouvrages**

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises en application de leurs contrats ;
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ;
- Établissement de comptes rendus d’observation ;
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le Maître d’ouvrage.

- **Gestion financière**

- Vérification des décomptes mensuels et finaux ;
- Établissement des états d’acompte ;
- Examen des devis de travaux complémentaires ;
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
- Établissement des décomptes généraux et des décomptes de liquidation.
- Rédaction d’un argumentaire auprès du maître d’ouvrage pour l’application des pénalités.

La présente mission comprend les prestations nécessaires au remplacement d’une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d’une autre entreprise).

- **En cas de présentation d’un mémoire en réclamation**

Le Maître d’œuvre examine la demande et communique au Maître d’ouvrage :

- Un rapport d’analyse circonstancié, argumenté, et accompagné des pièces justificatives ;
- En annexe, l’ensemble des pièces susceptibles d’appuyer et de justifier la position du Maître d’ouvrage.

2.8 Assistance aux opérations de réception (AOR) et de suivi de l’année de parfait achèvement (GPA)

L’assistance apportée au Maître d’ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D’organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- De procéder à l’examen des désordres signalés par le Maître d’ouvrage ;
- D’assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu’à leur levée, y compris en cas de prolongation de la garantie (expresse suivant C.C.A.G. ou d’origine jurisprudentielle) ;
- En cas de défaillance des entreprises dans la levée de leurs réserves ou dans le suivi de leur garantie, suivre les mesures coercitives décidées par la Maîtrise d’ouvrage, dont la réalisation des travaux par une entreprise tierce ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l’exploitation de l’ouvrage à partir des plans conformes à l’exécution remis par l’entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d’éléments et d’équipements mis en œuvre ;
- D’assister le Maître d’ouvrage dans le traitement des mémoires en réclamation.

Prestations confiées et documents à remettre au Maître d’ouvrage

- Au cours des opérations préalables à la réception, le Maître d’œuvre :
 - Valide par sondage les performances des installations ;
 - Organise les réunions de contrôle de conformité ;
 - Propose au Maître d’ouvrage la réception ;
 - Assure un suivi de la levée de ces réserves ;
 - Fournit au Maître d’ouvrage un audit de conformité des travaux réalisés vis-à-vis des C.C.T.P. ;
 - Fournit au Maître d’ouvrage une attestation de prise en compte de la RT 2012 et/ou de l’éventuelle RE 2020.

Au cours l’année de parfait achèvement (GPA), le Maître d’œuvre :

- Fournit au Maître d’ouvrage une fiche de constatation de désordre ;
- Établit un relevé trimestriel de suivi de garantie et de la levée des réserves ;
- Rédige les PV de fin de garantie et les PV de levée des réserves

Ce suivi comprend notamment la relance des entreprises puis le constat sur site de la levée des réserves ou des désordres constatés en cours de garantie.

Il est important de noter, que le projet sera réalisé suivant une organisation phasée. Cette organisation est précisée dans le programme technique détaillé, de ce fait, chaque secteur réhabilité, chaque extension et chaque nouvelle construction fera l’objet d’une GPA spécifique.

La garantie de parfait achèvement est fixée à 12 mois à partir de la réception.

3 Missions complémentaires

3.1 Étude de diagnostic (DIA)

« Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l’ouvrage sur l’état du bâtiment et sur la faisabilité de l’opération et ont pour objet :

- D’établir un état des lieux fonctionnel, urbanistique, architectural et technique du bâti existant. La maîtrise d’œuvre est chargée, s’il y a lieu, d’effectuer les relevés nécessaires à l’établissement de cet état des lieux ;
- De procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d’hygiène et de sécurité ;
- De permettre de valider le programme fonctionnel d’utilisation du bâtiment ainsi qu’une estimation financière et d’en déduire la faisabilité de l’opération ;
- De proposer éventuellement des études complémentaires d’investigation des existants

3.2 Études d’approvisionnement énergétique (EAE)

L’étude comparera diverses solutions techniques, dont la solution initialement proposée par le programme technique détaillé. Pour chaque système d’approvisionnement, l’étude doit présenter :

- Le coût d’investissement ;
- La consommation d’énergie globale, en MWh/an, et la consommation d’énergie par m² de SHON, en kWh/m²/an ;
- L’émission globale et annuelle de gaz à effet de serre, en tCO₂/an, et l’émission annuelle de gaz à effet de serre par m² de SHON, en tCO₂/m²/an ;
- La classe d’énergie et la classe climats atteints par le système ;
- Le coût annuel d’exploitation ;
- Les avantages et inconvénients du système (conditions de mise en œuvre, conditions de gestion et de maintenance, etc.).

L’étude indiquera les différences de coûts et d’émissions de gaz à effets de serre entre la solution initialement proposée par le maître d’œuvre et les autres solutions techniques et présentera les temps de retour.

Ce dossier est à remettre impérativement avec le dossier APD et impérativement avec le dossier PC.

4 Prestations Supplémentaires Eventuelles

4.1 Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

La mission de Coordination SSI sera conforme à la norme NF S61-931 de juillet 2000.

A noter que la mission de coordination du système de sécurité incendie est confié à l’équipe de maîtrise d’œuvre qui apportera toutes les compétences et qualifications en cohérence avec le projet.

- En phase de conception, le Coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :
 - La catégorie du SSI ;
 - L’organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS) ;
 - Le positionnement des matériels centraux déportés ;
 - Les modalités d’exploitation d’alarme (restreinte, générale ou sélective) ;
 - Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ;
 - Le principe et la nature des liaisons ;
 - La procédure de réception technique.
- En phase de réalisation :
 - Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI ;
 - Création et mise à jour du dossier d’identité SSI conforme à la norme NF S61-932 ;
 - Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel ;
 - Établissement du procès-verbal de réception technique.

4.2 Synthèse (SYN)

Le Maître d’œuvre animera la cellule de synthèse et procédera aux études de synthèse en fonction des documents d’exécution remis par les entreprises.

Il établira les comptes-rendus des réunions de la cellule de synthèse.

La réalisation des études de synthèse a pour objet d’assurer pendant la phase d’études d’exécution la cohérence spatiale des éléments d’ouvrage de tous les corps d’état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d’exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d’exécution, sur un même support, l’implantation des éléments d’ouvrage, des équipements et des installations ;

La mission de synthèse concerne la coordination spatiale des marchés de travaux séparés ; elle doit permettre de maîtriser la vision des interfaces, des réservations, de la cohérence spatiale et technique et complète les missions de coordination générale des différents corps d’état séparés.

Cette mission qui sera confiée à une entreprise travaux ou une entreprise générale comprend notamment :

- La réalisation de plan de présynthèse au stade du PRO ;
- L’organisation des moyens et méthodes de concertation avec les différents lots ;
- La mise en place de la direction de la synthèse (techniquement compétente) ;
- La mise en place de la cellule de synthèse animée par la Maîtrise d’œuvre ;
- La rédaction du règlement de la cellule de synthèse ;
- La mise en place d’une plateforme documentaire (boîte à plans) pour la collecte des éléments des entreprises ;
- La validation de l’organisation de la cellule de synthèse, afin d’assurer la réalisation des plans de réservation et d’exécution, la réalisation des plans de synthèse et des coupes et détails coordonnés, l’analyse des résultats de la synthèse (technique des réseaux, réservations, technique des terminaux, architecturale, information du Coordonnateur SPS) ;
- Le recueil des modifications et corrections ;
- La mise à jour des plans de synthèse ;
- Le calendrier général des études.

4.3 EXE Partielle (Mission exécution)

Généralités

Les études d’exécution pour l’ensemble des lots fondées sur le projet approuvé par le maître de l’ouvrage, permettent la réalisation de l’ouvrage ; elles ont pour objet, pour l’ensemble de l’ouvrage :

- L’établissement de tous les plans d’exécution et spécifications à l’usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissant les travaux dans tous leurs détails, sans nécessiter pour l’entrepreneur d’études complémentaires autres que celles concernant les plans d’atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;
- L’établissement, sur la base des plans d’exécution, d’un devis quantitatif détaillé par lots séparés ;
- L’actualisation du calendrier prévisionnel d’exécution des travaux par lots séparés.

Mission EXE 1 : établissement des quantitatifs sur bordereaux par lots séparés. Les quantitatifs seront réalisés en phase d’établissement du DCE (dossier de consultation des entreprises).

Mission EXE 2 : établissement partiel des études d’exécution pour les lots architecturaux.

Plans d’exécution et spécifications à l’usage des entreprises, en complément des plans architecturaux établis au stade du projet :

- Plans de repérage et calepinage des ouvrages de second œuvre (menuiseries, faux plafonds, revêtements de sols, etc.)
- Coupes et détails de second œuvre à grande échelle avec définitions des interfaces entre composants et corps d’états.

Mission EXE à la charge des entreprises :

a) Plans entreprises, d’atelier et de chantier

La mission du maître d’œuvre ne comprend pas les plans d’atelier et de chantier décrits ci-dessous qui sont établis par les entreprises et qui comprennent les éléments suivants :

- Adaptation des coupes et détails de second œuvre aux marques et types d’ouvrages retenus par les entreprises et agréés par le maître d’ouvrage.
- VRD, Infrastructure, fondations et structure :
 - Ouvrages liés aux installations de chantier ;
 - Relevé contradictoire des implantations réelles et plans complémentaires correspondants ;
 - Plans d’injection et de rabattement de nappes ;
 - Plans de préfabrication résultant de méthodologie propre à l’entreprise ;
 - Nomenclatures, façonnage, calepinages de ferrailages ;
 - Calculs et détails des assemblages, des scellements et des appuis, plans de façonnages, détails de découpage et de fabrication, etc. des ouvrages de structure métallique. Nomenclatures des pièces.
 -
- Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie :
 - Plans de tronçonnage, pièces de transformation, assemblages, détails de raccordement des équipements ;
 - Schémas d’armoires électriques spécifiques, de régulation et d’équilibrage.
- Electricité courants forts et faibles :
 - Carnets de câblage courants forts et faibles avec tenants et aboutissants. Détails de câblage de puissance et d’automatisme des tableaux
 - Tracés des circuits terminaux, avec fourreaux, nature et section des conducteurs.
- Tous corps d’état :
 - Plans et notes de calcul résultant de variantes et méthodologies propres à l’entreprise.
 - Plans de détail d’équipement intérieur des locaux techniques ;
 - Plans de détail de chantier : supports, accrochages, petites réservations de traversées de maçonnerie, fourreaux ;
 - Marques et types des appareils sélectionnés. Justification des performances ;
 - Dossier des plans conformes à l’exécution ;
 - Caractéristiques des matériels et appareillages.

4.4 Ordonnancement Pilotage et Coordination « phase étude », « phase travaux »

Généralités

- Ordonnancement en vue de la coordination dans le temps et dans l’espace de l’exécution des travaux et fournitures faisant l’objet des divers lots techniques ;
- Établissement des programmes de travaux et fournitures découlant de cet ordonnancement, la mise à jour périodique de ces programmes et leur confrontation permanente avec la réalité ; ces programmes de travaux sont représentés sur le calendrier détaillé d’exécution ;
- Détection rapide des tendances et déclenchement des actions correctives nécessaires ;
- Pilotage du chantier, c’est-à-dire organisation et direction du chantier « par les objectifs » (et non par les moyens incombant aux divers « spécialistes ») depuis l’ouverture jusqu’à la réception des ouvrages ;
- Et plus généralement, tout ce qui concerne l’ordonnancement et la planification, l’organisation collective, la coordination temporelle des études et des travaux, le pilotage temporel des entreprises ;
- L’OPC remettra mensuellement au maître de l’ouvrage un rapport précis faisant le point sur le retard du chantier, la ventilation de la responsabilité de ce retard entre les entreprises, l’état des approvisionnements en fourniture et sur la circulation des plans et mises à jour nécessaires. Ce document n’est pas une continuité des comptes-rendus hebdomadaire de chantier ;
- La date mensuelle de remise du rapport sera fixée pendant la période de préparation du chantier, par le représentant du maître de l’ouvrage avant la remise du premier rapport.

Prestations de l’OPC phase étude

- Élaboration des dossiers APS, APD, PRO et DCE sur les parties le concernant ;
- Assister la maîtrise d’œuvre sur le découpage du phasage lors des phases études avec pour objectifs :
 - Réalisation d’un cahier de phasage et de mise à disposition des zones par phase ;
 - Participer aux pièces écrites pour mener à bien sa mission en phase travaux ;
 - Organise et propose un phasage de l’opération qui sera joint au DCE ;
 - Réalise le calendrier des opérations qui sera joint au DCE ;
 - Rédige une note d’organisation générale qui sera jointe au DCE ;

Prestations de l’OPC phase période de préparation

- Définit l’ordonnancement du chantier en relation avec les entreprises (découpage de l’opération en tâches élémentaires et détermination des contraintes qui lient ou caractérisent ces tâches en particulier l’identification des points de passages obligés) ;
- Affecte prévisionnellement à chaque tâche élémentaire définie par l’ordonnancement un certain nombre de paramètres (moyens minimums en hommes et matériels à dégager) en vue de la planification dans le temps des interventions des entreprises ;
- Assure la diffusion du calendrier d’exécution auprès de l’ensemble des participants à l’opération ;
- Assiste le maître d’œuvre et les entreprises au bon déroulement de la mission de synthèse.

- Élabore le calendrier d’exécution en tenant compte des exigences formulées par les entreprises et en collaboration avec l’entreprise, devra être approuvé par celui-ci et être présenté dans sa forme définitive au visa du maître d’œuvre au plus tard 10 jours avant l’expiration de la période de préparation. Il est rappelé que la matérialisation de la planification sous forme de calendrier d’exécution doit être un acte dynamique et non l’enregistrement passif d’échéances communiquées par la ou les entreprises.
 - Dans un délai d’un mois au plus tard suivant la date de notification des marchés, l’O.P.C. devra les éléments suivants :
 - Fixation du calendrier détaillé, soumission aux entreprises pour signature ;
 - Établissement du plan de synthèse des installations de chantier, soumission aux entreprises, transmission au maître de l’ouvrage et au maître d’œuvre.

Ce document devra être présenté au visa du maître d’œuvre au plus tard à l’expiration de la période de préparation de la mission O.P.C.

Sur ce calendrier devront figurer les délais relatifs :

- Aux études d’exécution ;
- À l’organisation matérielle et collective du chantier ;
- À l’organisation de chantier propre à chacun des lots ;
- À la mise en place et au repliement des moyens essentiels ;
- Aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations, etc. ;
- Aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier ;
- À l’exécution détaillée des travaux pour chacun des lots ;
- A la finition, aux vérifications techniques, essais et mise en service des installations techniques, aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Aux visites des commissions de sécurité.

Prestations de l’OPC phase travaux

Présence sur site (l’OPC sera une personne physique en complément de la DET): Autant de visites que nécessaires afin de respecter le planning prévisionnel et au minimum :

- Présence hebdomadaire aux réunions de chantier (4h) ;
- Passage sur site hebdomadaire en-dehors des réunions de chantier (2h) ;
- Présence mensuelle aux réunions maîtrise d’ouvrage (2h) ;
- Visites inopinées en-dehors des présences réunions, fréquence à l’appréciation du prestataire ;
- Présence sur site sur simple convocation du maître d’ouvrage, de la maîtrise d’œuvre ;
- L’OPC participera à toutes les réunions spécifiques (SDIS, services instructeurs, Commissions de sécurité et d’accessibilité, etc.) et aux réunions mensuelles de suivi organisées par le Maître d’ouvrage et son AMO et ce, pendant toute la durée du marché (études, travaux, réception et PA), hors réunions spécifiques sollicitées par le Maître d’œuvre.

Réunion hebdomadaire de chantier :

- Établir l’ordre du jour de ces réunions ;
- Convoquer les entreprises concernées par les réunions ;
- Apprécier par corps d’état, l’état d’avancement des travaux et le confronter avec les prévisions du calendrier d’exécution ;
- Indiquer les retards par rapport au calendrier d’exécution,

- Examiner les dispositions à prendre avec les entreprises pour rattraper les retards éventuels et, si nécessaire, modifier les ordres d’interventions,
- Rectifier et ajuster le calendrier général, le faire valider par le MOA au préalable si dépassement de la date de livraison contractuelle.
- Assurer le suivi dans le temps de la transmission des documents,
- Diffuser le compte-rendu de réunion hebdomadaire aux personnes suivantes : maître de l’ouvrage, assistance à la maîtrise d’ouvrage, conducteur d’opération, maîtrise d’œuvre (architecte, BET, économistes), bureau de contrôle, toutes entreprises, bureau de chantier, C.S.P.S. dans un délai de 48h, le compte-rendu devra reprendre les éléments suivants :
 - Au premier compte-rendu : liste des participants avec adresse et numéro de téléphone et de télécopie (avec mise à jour en cours d’opération si nécessaire) ;
 - L’avancement des travaux ;
 - Les intempéries ;
 - Les absences aux rendez-vous de chantier comptabilisées, pour chaque entrepreneur ;
 - Les points particuliers du déroulement du chantier et des incidents éventuels de la semaine écoulée ;
 - L’ordre du jour et les décisions à prendre ;
 - La convocation au rendez-vous suivant ;
 - Les retards constatés ;
 - Les pénalités provisoires.

Suivi en-dehors des réunions hebdomadaires de chantier :

- Planifier et organiser l’incidence des interventions extérieures pour raccordement des fluides, livraisons de matériels fournis par le maître de l’ouvrage, etc. ;
- Organiser avec les entreprises les réunions qui, en-dehors des réunions de chantier hebdomadaires, seraient nécessaires à l’accomplissement de sa mission ;
- Planifier la réalisation des ouvrages témoins ;
- Planifier les remises des échantillons ;
- S’assurer du choix des matériaux par le maître d’œuvre en liaison avec le maître de l’ouvrage ;
- S’assurer que les matériaux sont approvisionnés à la cadence nécessaire ;
- Assurer le suivi des VISA de la maîtrise d’œuvre ;
- Assurer le classement et la conservation sur le chantier d’un exemplaire complet des dossiers de marchés de travaux ;
- Vérifier que les moyens mis en œuvre par les entreprises correspondent à la cadence d’exécution que les entreprises se sont engagées à respecter ;
- Relancer toute entreprise dont les moyens seraient insuffisants et en cas d’insuccès informer le maître de l’ouvrage et le maître d’œuvre par mail ou RAR ;
- Tenir le cahier de chantier où sont notées, en particulier, les intempéries ;
- Quantifie les intempéries et recalcule la date prévisionnelle de livraison ;
- Intervenir auprès des entreprises pour obtenir l’établissement et la mise au point de leurs plans d’exécution suivant les directives données par le maître d’œuvre dans les délais voulus ;
- Notifie aux entreprises les retards constatés par courrier recommandé si nécessaire et vérifie si celles-ci mettent tous leurs moyens pour réaliser leurs prestations ;
- Visa des situations des entreprises suivant l’avancement avant envoi à la MOE.

Prestations de l’OPC phase réception

- Assister matériellement le maître d’œuvre lors des visites des opérations préalables ;
- Aider le maître d’œuvre à recenser les travaux non terminés ;
- Organiser matériellement les opérations préalables, et les levées des réserves ;
- Planifier les essais et contrôles ;
- Planifier les remises de plans et documents conformes à l’exécution ;
- Planifier la remise des documents définitifs au gestionnaire du compte-prorata ;
- Planifier, piloter et coordonner les travaux nécessaires à la levée des réserves formulées en annexe à la décision de réception ;
- Planifier les visites de contrôle du maître d’œuvre, du contrôleur technique et du contrôle d’étanchéité à l’air ;
- Effectuer toutes les relances nécessaires à la réalisation des prestations définies dans le présent paragraphe ;
- Assister le maître de l’ouvrage, dans l’instruction des mémoires en réclamations éventuelles déposés par les entreprises, pour la partie concernant l’ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;
- Comptabiliser les retards et pénalités sous forme de rapport permettant au maître d’ouvrage d’avoir un argumentaire auprès des entreprises ;
- En cas de dépassement de la date contractuelle de livraison, l’OPC devra rédiger une note explicative reprenant :
 - Les jours d’intempéries hors cadre du CCAP ;
 - Les jours de retard imputables par entreprise.

Prestations de l’OPC phase GPA

Dans un délai d’un mois à compter de la réception des travaux, le pilote de chantier devra transmettre à la maîtrise d’ouvrage, sous couvert de la maîtrise d’œuvre, dans les délais fixés, des documents qu’il appartient contractuellement ou réglementairement aux entreprises de fournir, notamment les documents suivants :

- Plan de récolement ;
- Notices d’entretien et d’exploitation ;
- Nomenclature des pièces de rechange ;
- Liste et adresse des fournisseurs ;
- Attestations des organismes de contrôle et sécurité ;
- Contacter et organiser et planifier les interventions des entreprises dans le cadre de la GPA ;
- Si nécessaire organiser des réunions de planification de travaux dans le cadre de la GPA ;
- Établissement des quitus d’interventions.

Il est important de noter, que le projet sera réalisé suivant une organisation phasée. Cette organisation est précisée dans le programme technique détaillé, de ce fait, chaque secteur réhabilité, chaque extension et chaque nouvelle construction fera l’objet d’une GPA spécifique.

La garantie de parfait achèvement est fixée à 12 mois à partir de la réception.

4.5 Études environnementales – ENV.

4.5.1 Haute Qualité Environnementale / Démarche Environnementale.

La mission englobe une approche active « démarche environnementale » et l'exécution de toutes les tâches décrites dans le Programme Technique détaillé, en parallèle avec les missions fondamentales, les missions additionnelles et les missions supplémentaires mentionnées précédemment. Ces tâches sont liées à la perspective du développement durable et seront intégrées dans l'ensemble des missions précédemment citées.

Un référent Développement Durable sera identifié au sein de l'équipe de Maîtrise d'œuvre comme interlocuteur privilégié.

La maîtrise d'œuvre fournira toutes les justifications demandées sous la forme d'une note de synthèse dédiée au Développement Durable, et ce, à chaque phase :

- Soit traitant directement de la justification demandée (dans le cas d'études spécifiques par exemple) ;
- Soit faisant office de relais ou de synthèse lorsque la justification est présentée au sein de documents plus globaux.

4.5.2 Loi sur l'eau, ICPE, Examen au cas par cas, Études d'impact

La conception du projet doit être en accord avec le Code de l'Environnement, incluant la Loi sur l'Eau, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), ainsi que l'examen au cas par cas et une études d'impact. Ces études nécessaires doivent être intégrées dans la conception de l'opération et à la charge du concepteur.

L'examen au cas par cas et l'étude d'impact est requis. Le concepteur doit incorporer dans le projet toutes les mesures techniques nécessaires pour contrôler les impacts environnementaux.

Concernant la loi sur l'eau, le concepteur devra étudier puis préparer le dossier le cas échéant.

De même, il devra s'occuper de la mise à jour du classement ICPE du site « si nécessaire ». Le concepteur devra faire appel à des organismes agréés pour la réalisation du dossier ICPE.

Le concepteur devra intégrer l'ensemble des dossiers évoqués ci-dessus dans le dossier de permis construire.

4.5.3 Diagnostic PEMD

Le concepteur devra réaliser un diagnostic détaillé « PEMD » d'identification des matériaux afin de déterminer la composition exacte des structures à démolir et des matériaux pouvant être recycler.

--- Fin du document ---